

T2137 - 374 - 4,00 F

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

hebdomadaire



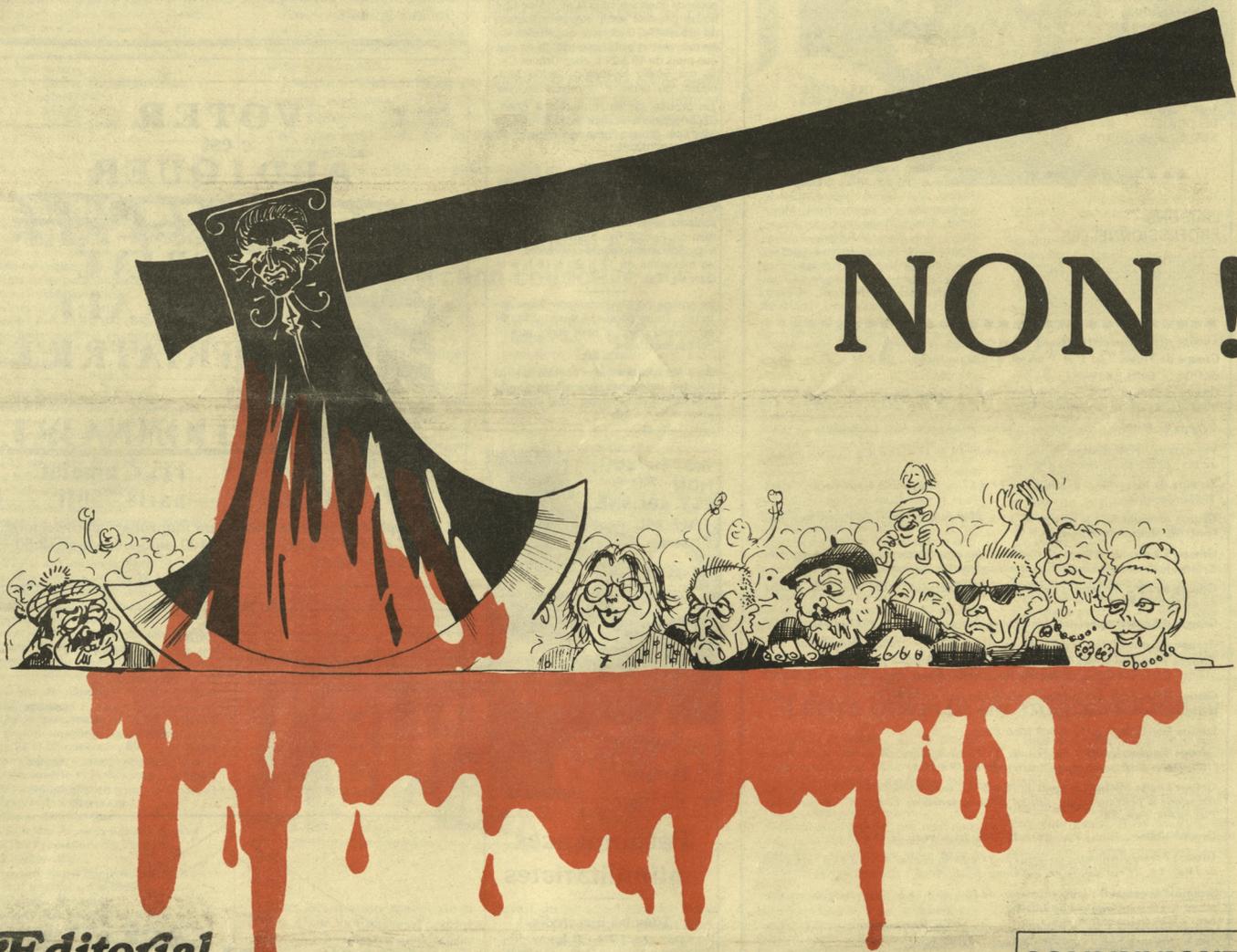
N° 374 JEUDI 6 NOVEMBRE 1980 4,00 F

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

CRIME D'ETAT :

NON !



Editorial

Ces dernières années, les faits divers (cruelle banalisation) n'ont pas été sans enseignements. La valeur d'un homme par rapport à sa mort a trouvé son tarif, pour un Arabe ou un jeune : homicide involontaire, pour un flic : la Mort.

Depuis longtemps déjà, l'Etat nous avait habitués, avec le secours de l'opinion publique (cette baudruche manipulée) à étaler ses chaises, une mort peut-être horrible et punissable s'il s'agit d'un représentant de l'ordre (le leur), et de nous montrer la famille éplorée, le ministre distribuant des médailles et ses collègues grondant de haine. Mais pour un accident de travail, quelle débauche d'invective et quel battage ?

Pour un ouvrier tué sur un chantier par la pingrerie de ses patrons qui n'ont pas voulu faire de frais, RIEN ! La mort d'un homme quel qu'il soit ne peut nous réjouir, mais la décence voudrait qu'au moins on ne gradue pas en fonction de ses titres ou de sa couleur l'horreur qu'un tel acte peut inspirer. Quand un CRS à la gachette facile abat de quatre balles dans la tête un jeune Arabe, c'est un MEURTRE et non un quelconque accident. Bonnet a-t-il été faire un discours sur la tombe de ce garçon ? Non, sa présence n'aurait pas rassuré les Beaufs et ne lui aurait rien rapporté pour son prestige. Qu'un commerçant se sentant menacé par un gamin de 13 ans qui s'enfuit en lui tournant le dos, le truffe de plomb et le tue, la justice légitime la défense et acquitte. Qu'un détenu en cavale, coincé au fond d'une impasse, se sentant menacé par les képis, tue : la justice donne la mort. Quelle est cette justice qui permet de telles ignominies ?... POURRIE, on le savait déjà.

Mais, au-delà des faits divers, c'est bien d'un fait de société dont il s'agit. Le fascisme rampant s'installe petit à petit. La persistance d'une certaine information sur

l'insécurité, les dangers de la ville, la délinquance, etc., nous ont amenés à cette situation. Le pouvoir fait des Français, des paranoïaques, qui demandent la Sécurité: on tire sur tout ce qui bouge. L'engrenage est lancé et va broyer ceux-là mêmes qui l'ont mis en place. La complaisance pour un Romério, dont fait montre la justice, ne fera que transformer nos villes en Chicago des années 30.

Peyrefitte, et son projet « Sécurité et Liberté », qui tombe à point, renforce l'appareil répressif. « Vous pensez madame Michu, à peine arrêtés, on les relâche ! » Mais, s'attaquer aux racines du mal, à l'inégalité, ON N'Y PENSE PAS. La société capitaliste crée des injustices et des différences que certains combinent par des actions certes condamnables, mais logiques, dans la dynamique de la société de consommation. A force de tenter les gens, ils se servent, et on les punit.

Alors, à trois semaines de Copernic, oubliées les victimes du fascisme terroriste, mais aussi les bavures des flics-tueurs; on ne parle que des détenus en permission qui tuent pour ne pas retrouver la prison. On pleure sur les « Bleu-Marine » morts en mission, et on passe sur les bavures.

Nous devons nous battre contre ce qui devient un état de fait. Seuls une égalité et un respect de l'individu peuvent supprimer cette violence. Une société sans classe ni Etat sera une société sans flics ni valeurs.

Enfin, Mohamed Chara, Jean-Luc Rivière et Philippe Maurice, si vous êtes guillotinés, tout comme Rannucci, à la veille des élections, vous aurez servi la France, en permettant aux gens de bien voter et en amenant des voix aux libéraux qui vous auront assassinés. Vous serez toujours les victimes innocentes d'un système qui vous a broyés.

COMMUNIQUE

Le pouvoir veut banaliser le crime d'Etat. En effet, quelles différences fondamentales existent-il entre les bavures policières impunies et l'application de la peine de mort requise par les tribunaux ? Les tenants du pouvoir appliquent les pratiques qu'ils prétendent condamner; de l'autoritarisme de l'Etat, il ne peut en fait résulter qu'une société totalitaire. On ne construit pas une société humaine sur la peur.

L'abolition de la peine de mort fait partie du combat pour le changement intégral de société et des mentalités
Secr. aux Relations Extérieures
de la Fédération Anarchiste.

FOP. 2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

- AINES : ANIZY-LE-CHATEAU
- ALLIER : MOULINS
- ARDÈCHE : AUBENAS
- AUBE : TROYES
- B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
- DOUBS : BESANCON
- EURE : EVREUX
- GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL
- GIRONDE : BORDEAUX-CADILLAC
- HERAULT : BEZIERS - MONTPELLIER
- ILLE-ET-VILAINE : RENNES
- INDRE-ET-LOIRE : TOURS
- LOIRE : ST. ETIENNE
- MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
- MOSELLE : METZ
- NORD : LILLE-VALENCIENNES
- OISE : CREIL
- ORNE : ARGENTAN
- PYRENEES-ATLANTIQUES : BAYONNE
- RISE : BARRITZ
- HT-RHIN : MULHOUSE
- RHONE : LYON
- LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
- MANCHE : CHERBOURG
- LOT-ET-GARONNE : AGEN
- SEINE-MARITIME : LE HAVRE
- SOMME : AMIENS
- VAR : REGION TOULONNAISE
- VENDEE : GROUPE LIBERTAIRE VENDEEN
- HTE-VIENNE : LIMOGES
- YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE
- BELGIQUE
- SUD-LUXEMBOURG

RÉGION

- PARISIENNE
 - PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2°, 5°, 6°, 7°, 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 16°, 18°, 19°, 20°.
- BANLIEUE SUD
 - FRESNES-ANTONY
 - LES ULIS
 - MASSY-PALAISEAU
 - ORSAY-BURES
 - RIS-ORANGIS
 - THIAIS, CHOISY
 - MASSY
 - VILLEJUIF
 - MONTRouGE
- BANLIEUE EST
 - GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY
- BANLIEUE OUEST
 - NANTERRE, RUEIL
 - NANTERRE - LA DEFENSE
 - VEHNEUIL, LES MUREAUX
- BANLIEUE NORD
 - VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST. OUIEN
 - DOMONT
 - ARGENTEUIL, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY
- LIAISONS
 - La Seyne-sur-Mer, Laon, Aisne, Soissons, Cannes, Grasse, Ardennes, Salon, Caen, Angoulême, Marennes-Oléron, Saintes, Vierzon, Ajaccio, Saint Brieuc, Bégard, Valence, Comcarneau, Le Vigan, Brest, Montpellier, Sète, Châteauroux, Sassenage, Isère, Jura, Blois, Vendôme, Le Puy, Florac, Laval, Novon, Henin-Beaumont, Bas-Rhin, Le Mans, Thonon-les-Bains, Nord Seine et Marne, Maule, Parthenay, Montauban, Hyères, Poitiers, Nord-Haute Vienne, Epinal, Toulouse,

LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON DES CHEMIERS
- LIAISON DES CHEMINOTS
- LIAISON DU LIVRE
- CERCLE INTER-BANQUES

Groupe départemental du Gard : écrire à CGES, B.P. 3044 - 30002 Nîmes-Cédex

Groupe de Troyes : les 1° et 3° mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Charles Gros (1° porte à gauche)

Groupe de Tours : Pour tous contacts, écrire à Claude Garcera, B.P. 2141, 37021 Tours-Cédex

Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h à la MJC La Paillette

Permanence F.A. d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas, 17 rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h, au local du Cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon

Groupe L'Entraide (Havre et région) : dans les locaux du C.E.S., 16 rue Jules Tellier au Havre, permanence les lundis, mercredis, samedis de 18 à 19 h

Groupe du 11° : permanence à Publico, 3 rue Ternaux 75 011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.

Groupe d'Amiens : peut être contacté en écrivant à B.P. 7 - 80330 Longueau

Groupe d'Evreux : Cercle d'Etudes Sociales B.P. 237 - 27002 Evreux-Cédex

Groupe Nestor Makhno de St Etienne : tous les samedis à partir de 15 h., au local 15 bis. CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St Etienne.

Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h., 26 rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES)

Liaison Blois : B.P. 803 - 41008 Blois-Cédex

Groupe Eugène Varlin : Petite salle du Patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, (15°), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h

Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h., le mercredi de 16 à 19 h. (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h., 10 rue Robert Planquette, Paris 18°

Groupe Voline : 26 rue Piat, Paris 20°, tous les samedis de 14 à 16 h

Groupe Fresnes-Antony : mercredi de 14 à 19 h, samedi de 10 à 19 h, dimanche de 10 à 13 h, 34 rue de Fresnes à Antony, métro Antony (tél. 668-48-58)

Groupe d'Argenteuil : tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carême Prenant à Argenteuil (au fond de la cour)

Groupe libertaire Sevrans-Bondy : adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaines Centre Alfa de Bondy, 3 allée des Pensées - 93140 Bondy

Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h. à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h. au local - salle communautaire du moulin de Paris - 02000 Merheux. (tél. (23) 80-17-09)

Groupe des Ulis : permanence à la MJC des Ulis, tous les 2° et 4° jeudis de chaque mois, de 20 h 30 à 22 h

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7 rue du Muguet à Bordeaux.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTERIEURES le samedi, de 14 h 30 à 18 H, 3, rue Ternaux Paris 11° (M° Oberkampf) - Tél : 805-34-08.

COMMUNIQUÉS

Face au matraquage électoral qui s'annonce, les liaisons de Poitiers et de Parthenay ont décidé de créer un groupe. « Dans les mois qui suivront, nos actions seront centrées sur l'abstention révolutionnaire. Nos moyens seront le collage, le tract et les réunions d'information. Toute personne intéressée, des Deux-Sèvres et de la Vienne, est priée de contacter la liaison FA de son département par l'intermédiaire des RI.

Un groupe veut naître sur Rambouillet et proche région. Tous (tes) les libertaires voulant s'associer à sa création pourront écrire aux RI qui transmettront.

Contrairement à des « informations » fantaisistes qui circulent, le groupe Sébastien Faure de Bordeaux n'a pas quitté la FA, et n'a pas l'intention de le faire. Des adhérents du groupe l'ont effectivement proposé, mais ils n'ont pas fait l'unanimité. Ils ont donc quitté le groupe, ce qui est leur droit le plus strict.

Le groupe Sébastien Faure de Bordeaux continue ses permanences, 7, rue du Muguet, le mercredi de 18 h à 19 h et le samedi de 14 h à 17 h.

Les personnes intéressées par la propagande libertaire dans la région de Mulhouse peuvent venir aux permanences du groupe A. Berkman, qui auront lieu les premiers et troisièmes mardis de chaque mois de 19 à 21 h chez Drouet Ch., 5, rue Emilio Noelthing, 68100 Mulhouse, ou écrire à la même adresse.

Un groupe est en formation à Caen. Toute personne voulant prendre contact avec ce groupe peut écrire aux RI qui transmettront.

Le groupe Berneri (10°) informe ses sympathisants (ou futurs) qu'il assure désormais une vente du ML, tous les samedis après-midi à l'entrée Rambuteau du Forum des Halles. En outre, le groupe tient toujours ses ventes tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h à la Gare de l'Est.

Le groupe de Moulins reprend ses activités. Toute personne désignant entrer en contact avec lui peut écrire aux RI qui transmettront.

Tous les sympathisants libertaires ainsi que les personnes intéressées par la création d'une liaison Sud-Aveyron peuvent écrire aux RI.



Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17 rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 14 à 15 h 10 rue Robert Planquette Paris 18° (M° Blanche)

Tous les samedis de 15 à 17 h 26 rue du Wad-Billy Metz - Tél. 74-41-58

Directeur de publication Maurice Joyeux Commission paritaire n° 55 635 imprimerie «Les marchés de France» 44, rue de l'Ermitage, Paris 20° Dépot légal 44 149 - 1° trimestre 1977 Routage 205 - Publi Routage Diffusion SAEM Transport Presse

PLACE AU PEUPLE PLACE A LA COMMUNE!

Exposition sur « La Commune de Paris » réalisée par le groupe Louise Michel. Vous pouvez la voir lors des cours de formation au local de ce groupe.

Les cours de formation du groupe Louise Michel ont lieu chaque jeudi à partir de 20 h 30 au local du groupe 10, rue Robert Planquette (rue Lepic), 75018 Paris. M° Blanche ou Abbesses.

1° cours : jeudi 6 novembre : L'Autogestion, pourquoi, comment? par Maurice Joyeux

2° cours : jeudi 13 novembre : les programmes pseudo-autogestionnaires des partis et syndicats par Marc Prévotel.

Le groupe Fresnes-Antony vient d'éditer les numéros 7 et 8 de la Commune libertaire. Pour les recevoir, ainsi que « La Feuille » éditée par le groupe Eugène Varlin, écrire à Publico (joindre 2,20 F).

VOTER c'est ABDIQUER

AGREVE GENERALE EXPROPRIATRICE

AUTOGESTIONNAIRE

FEDERATION ANARCHISTE 145, rue Amelot paris 75011

Le groupe du 11° vient d'éditer un autocollant anti-électoral, au prix de 1 F l'unité, 25 F les 100 autocollants et 12,50 F les 50 autocollants.

SOMMAIRE

PAGE 1	PAGE 4
Editorial	Pologne : tout reste à faire
PAGE 2	A Boulets Noirs
Activité des groupes	Où en est le Larzac
PAGE 3	PAGE 5
En bref	Trouverai-je seulement 3 compagnons ?
Amis lecteurs	PAGE 6
L'occupation du conseil d'Etat	Informations internationales
Grève de la faim	PAGE 7
Lettre ouverte à la mairie d'Aulnay	Livres, spectacle, bande dessinée
Communiqué de presse	PAGE 8
	Le retour en force de la guillotine

Abonnez vous!

LE MONDE LIBERTAIRE

TARIF France 50 F 55 F 78 F Etranger 26 n° 95 F 110 F 150 F 52 n° 180 F 210 F 280 F

Redaction-Administration : 3 rue Ternaux 75011 Paris Tél. 805 34 08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F CCP Publico 11 289 15 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien

Reglement (à joindre au bulletin):

Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste.

en

Vent

un sp

le 22

à la

place

Entre

Prem

« Qu

de la

deux

« la C

Pour

inté

le gr

de la

organ

le gr

de c

tous l

à la M

93800

Débu

le jeu

(en

Le mo

des ob

le CL

de se

de no

une fo

et sur

aux c

antim

Il org

le 22

à 14 h

177, r

A l'ini

de Lyo

se son

leur o

la « c

l's dé

consi

pour n

à la c

Mais

que ce

est un

contre

qui no

C/o A

6900

André

risque

pour

re en

sout

le 12

au trib

de Sain

A l'ini

contre

12 m

le 12

177 r

le 12

Divers

interd

racism

contrô

prison

justice

Les jour

où le gr

Région

y tiendr

les 22

et 22

La pers

la décou

de toute

d'expres

Elles se

« Salle

de la « P

au cent

Program

débat gé

« écolog

perspect

table ron

ou par g

fête avec

Dimanch

la presse

L'après-m

« Le Club

les idées

dans le

18 h : po

Parallèle

toujours

du film

du mercr

au mardi

Une douz

au ciném

(avenue

près de la

A partir

d'inform

la défens

plus partic

touchant

d'opinion,

157 d'Ann

conseil d'

Confians-

en bref...en bref...

Vent du Chemin organise un spectacle antimilitariste, le 22 novembre 1980 à 20 h 30, à la MJC Langevin, place Jacques Woogé à Saint Denis. Entrée : 10 Francs.
Première partie :
« Quand le Pantalón kaki dépasse de la Blouse blanche » ;
deuxième partie :
« La Grande Muette ».

Pour toutes les personnes intéressées par l'Espéranto, le groupe écologiste libertaire de la MJC des Presles d'Épinay s/Seine organise, en collaboration avec le groupe écologiste de la MJC/O, des cours gratuits d'Espéranto, tous les jeudis, de 20 h à 21 h, à la MJC des Presles, ave de la Marne, 93800 Épinay s/Seine.
Début des cours le jeudi 6 novembre 80 (initiés ou non).

Le mouvement actuel des objecteurs étant en perte de vitesse, le CLO-Paris a décidé de se redéfinir, de proposer de nouveaux axes de lutte basés sur une forme d'action plus radicale, et sur un soutien plus actif aux composantes du mouvement antimilitariste.
Il organise une discussion/débat, le 22 novembre 80, à 14 h, à l'AGECA, 177, rue de Charonne, Paris 11*.

A l'initiative du groupe *Insoumission* de Lyon, vingt personnes se sont regroupées pour manifester leur opposition à la « contrainte par corps ». Ils déclarent : « notre travail consistera à trouver des possibilités pour ne pas se soumettre à la contrainte par corps. Mais en ne perdant pas de vue que ce refus, pour nous, est un moyen de lutte contre l'ensemble des contraintes qui nous assaillent quotidiennement ». C/o ACLR, 13, rue Pierre Blanc, 69001 Lyon.

André Bruyère, professeur, risque l'interdiction professionnelle pour renvoi de livret militaire en soutien à un objecteur. Il passera en procès le 12 novembre 80, à 14 h, au tribunal de grande Instance de Saint-Quentin, 02100.

A l'initiative du comité contre les interdictions professionnelles, sont organisées six heures contre le projet Peyrefitte à l'AGECA, 177 rue de Charonne, Paris 11*, le 12 novembre 80, de 18 h à 24 h. Divers forums sont prévus : interdictions professionnelles, racisme et immigrés, contrôle d'identité et de circulation, prison et peine de mort, justice et éducation, etc.

Les journées libertaires de Montpellier, où le groupe

Région toulonnaise de la FA y tiendra un stand, auront lieu les 22 et 23 novembre 80.

La perspective proposée est la découverte et la diffusion de toutes les formes d'expression libertaires.

Elles se dérouleront

« Salle des Arceaux » située au pied de la « Promenade du Pérou », au centre-ville.

Programme : samedi matin, 15 h :

débat général sur le thème

« écologie, économie,

perspectives libertaires ; à 18 h :

table ronde possible sur d'autres sujets

ou par groupes d'affinités ; 21-22 h :

fête avec la « Fanfare de Prades ».

Dimanche matin, 10 h :

la presse libertaire.

L'après-midi : débat au cinéma

« Le Club »,

les idées et l'esthétique libertaires

dans le cinéma.

18 h : poursuite de la fête...

Parallèlement à ces journées,

toujours à Montpellier, une semaine

de film libertaire

du mercredi 19

au mardi 25 novembre inclus.

Une douzaine de films seront présentés

au cinéma « Le Club »

(avenue du docteur Pezet,

près de la Faculté de lettres),

A partir du 4 novembre, une semaine

d'information et de sensibilisation sur

la défense des droits de l'homme, et

plus particulièrement sur les problèmes

touchant la répression des délits

d'opinion, est organisée par le groupe

157 d'Amnesty International et le

Amis Lecteurs

Le Monde libertaire est, en France, l'élément le plus important pour la divulgation des idées anarchistes. Chaque semaine, des milliers d'exemplaires de notre hebdomadaire sont répartis aux quatre coins du pays et envoyés dans le monde entier, constituant ainsi une propagande que rien ne pourrait remplacer.

Mais ceci ne se fait pas sans effort. Il ne se passe pas un trimestre sans qu'au moins un de nos fournisseurs n'augmente ses tarifs. Mieux, depuis la rentrée, pas un seul n'a conservé ses prix de l'an passé. Inutile de vous dire que, dans ces conditions, chaque numéro représente un gros effort financier.

Aucune ambassade ne nous épaulant (et pour cause !), c'est toujours vers vous, amis lecteurs, que nous nous tournons pour que vous nous aidiez à rendre la situation financière de notre journal plus favorable. Pour cela, il existe une façon simple et efficace : VOUS ABONNER !

L'abonnement nous permet de disposer immédiatement d'argent pour l'impression des numéros à venir. Si chaque semaine, nous recevions une cinquantaine d'abonnements pour un an, le Monde libertaire serait financé sans problème.

Nous avons aujourd'hui un millier d'abonnés. Dans les mois qui viennent, il faut doubler ce nombre. Cela est possible si, vous tous qui achetez régulièrement le Monde libertaire, vous vous y abonnez.

L'abonnement est l'élément essentiel à la bonne vie de notre journal. S'abonner au Monde libertaire, ce n'est pas seulement avoir l'assurance de le recevoir régulièrement chaque semaine : c'est aussi lutter pour que les idées libertaires aient le droit de se faire entendre.

52 numéros : 180 F — abonnement de soutien : 250 F.
Les Administrateurs
P. BEDOS — H. TRINQUIER

L'occupation du conseil d'Etat par « objection collective »

Comme l'annonçait le Monde libertaire du début du mois, les OP20 sont passés à l'action (voir ML n° 369, « Droit à l'objection »).

Lundi 27 octobre à 15 heures, nous étions seize militants du mouvement de soutien à l'objection collective « OP20 » à faire irruption dans les locaux du Conseil d'Etat, place du Palais Royal, et à nous barricader dans une des salles, déployant aux fenêtres deux banderoles : « Face à l'Armée, Objection collective ».

jours) : l'arrêt des poursuites contre tous les OP20 contraints à l'insoumission; le sursis à l'incorporation; l'obtention du statut pour tous les objecteurs en cause; la libération de tous les inculpés, réfractaires à l'armée et à la militarisation.

Revendications... Répression ! Les CRS encerclèrent assez vite le bâtiment et pénétrèrent dans les locaux du Conseil d'Etat en fracas. Nous ressortîmes tous maîtrisés, certains étant tirés par les cheveux et frappés. L'occupation



Cette occupation marquait le début d'une campagne d'actions nationales et visait à sensibiliser l'opinion publique sur la répression qui touche l'ensemble des antimilitaristes et plus particulièrement les objecteurs se battant collectivement contre le Service national. En effet, depuis 1978, le gouvernement refuse, par l'intermédiaire de la commission juridictionnelle toutes les demandes collectives de statuts (400 personnes concernées).

Depuis juillet 1980, le Conseil d'Etat, sous la pression du gouvernement, refuse de casser la décision de la commission juridictionnelle. Pour ce refus, le Conseil d'Etat donne des avis différents sur des dossiers identiques. Les objecteurs collectifs se retrouvent ainsi en position d'insoumission et risquent deux années d'emprisonnement.

Nos revendications lors de cette occupation étaient (et sont tou-

avait duré une heure et demie.

Le lendemain, en début de soirée, nous passions aux flagrants délits, au Palais de Justice de Paris. Motifs d'inculpation : « séquestration de personnes » (des magistrats et du personnel ont préféré ne pas quitter les lieux pendant l'occupation) et « violation de domicile ».

Nous demandions évidemment le report du procès... Le procureur demanda la détention préventive... Les avocats la libération... Délibération assez longue qui pourtant nous accordait la libération.

Prochain épisode, et nous vous y convions : 12 novembre 1980, 23^e Chambre au Palais de Justice de Paris, à 13 h 30.

Un camarade de Ris-Orangis

La Fédération Anarchiste soutient ces militants inculpés.
Fédération Anarchiste

Grève de la faim au centre hospitalier régional de Brest

La mode est aux licenciements. Il n'y a pas un travailleur qui ne risque, pour des motifs économiques ou par interdictions professionnelles déguisées de se retrouver d'un jour à l'autre sans emploi.

J.-L. Kerboul, qui a commencé le 8 octobre une grève de la faim à l'hôpital de Brest, en est un nouvel exemple. Comment en est-il arrivé là ? Reçu au concours d'adjoint des cadres hospitaliers, il débute en novembre 1979 au bureau des consultations externes. Obligé de communiquer le rendement de chaque agent à son chef de service, il refuse, estimant ne pas avoir à

Décision arrangée pour licencier un agent incompétent : « il n'a pas le profil d'adjoint des cadres », déclare M. Cossec. Disons plutôt que l'activité syndicale de Jean-Luc, au milieu du grenouillage des petits et grands chefs de l'hôpital — milieu généralement très hiérarchisé — et l'attitude responsable et solidaire de ses collègues de Jean-Luc, inquiète la direction pour qui, tout ce qui bouge doit être soumis à ses chefs et ramper.

Si le cas de Jean-Luc n'est pas isolé (licenciements abusifs et répression sont monnaie-courante depuis le début du



permettre le contrôle et l'augmentation des cadences de travail de ses collègues. Ce refus entraîne sa mutation au service économique. Mesure que la direction présente comme une seconde chance de repartir à zéro et d'oublier le premier service, voire, aux dires de son nouveau chef, une mesure miséricordieuse !

Le stage à l'économat s'est déroulé normalement (de l'avis unanime de ses collègues de travail), et le directeur du service lui laissait même miroiter une titularisation. Pourtant, le 19 septembre, il reçoit une lettre de M. Cossec, directeur de l'hôpital, lui notifiant sa non-titularisation et son licenciement, sans motif, par suite de la réunion paritaire. A noter qu'aucun des délégués du personnel présents à cette commission, tous membres du syndicat des cadres auquel n'appartient pas Jean-Luc, et bien connu pour sa soumission à la direction, aucun des délégués n'a jugé utile d'entendre ses explications, ni même de le connaître. Preuve que la décision était déjà prise avant la réunion de la commission paritaire qui n'a fait que bénir la décision directoriale. Simple exemple qui montre que la légalité patronale, sous couvert de garantie d'emploi, ne sert qu'à enfoncer les travailleurs. Certains continuent pourtant à y croire.

Le règne du sinistre Cossec, il est exemplaire car Jean-Luc a décidé de répondre à la répression par la lutte. Pour montrer sa détermination, il s'enchaîne à son lieu de travail, puis aux grilles de l'hôpital. Le 3 octobre, il entame une grève de la faim illimitée dans les locaux syndicaux. Aux actions de Jean-Luc, M. Cossec répond en appelant par trois fois la police et un psychiatre (celui qui ne se laisse pas piétrer sans broncher est fou, c'est évident !).

En le voyant des effectifs de l'hôpital avant la fin de son stage, en lui intimant l'ordre de quitter le local syndical où il jeûne en faisant afficher ou répondre par les larbins de son directeur des lettres diffamatoires ou simplement ignobles, alors que la réduction des effectifs est envisagée pour limiter les dépenses pour le secteur des hôpitaux, la direction du CHR de Brest joue les avant-gardes dans la course au mépris de la population et des travailleurs. Faut-il la laisser faire ?

Au 24^e jour de grève de la faim, Jean-Luc a été hospitalisé de force dans un service de cardiologie aux soins intensifs. Mardi prochain, un débrayage du personnel du CHR est prévu.

Groupe Armand Robin (Brest)

Lettre ouverte au maire d'Aulnay

Au maire d'Aulnay : « ... A propos de l'affichage et de votre parti... ». (Souvenez-vous de l'état de la Place de la Gare d'Aulnay, dimanche matin 21 septembre...)

Monsieur le maire, Nous ne vous écrivons pas pour nous lamenter, n'étant en aucune manière dupes de la situation de votre parti à Aulnay-sous-Bois : une situation de pouvoir.

Il s'agit pour nous de vous transmettre notre point de vue, et par là même vous signifier notre présence organisée et militante sur la commune où votre parti a le pouvoir.

Que le PC colle ses affiches très régulièrement, c'est son droit et son affaire. Qu'il recolle la plupart de nos affiches, avec les siennes, c'est normal, ou de bonne guerre — nous en ferons autant — ! Que les militants les plus dévoués, serviles et hargneux, attachés, lâchement, détruisent les messages que nous sommes en droit d'exprimer, c'est compréhensible. Ils indiquent, à nos plus jeunes militants, quel est votre « sens » de l'Histoire. Qu'enfin soient retournées vos affiches et, collées de telle manière qu'elles censurent les nôtres, il ne reste qu'un mur — ou panneau — blanc après le passage des sinistres censeurs, c'est à aller un peu fort !

Vous vous érigez — une fois de plus — en laquais d'un pouvoir qui a interdit l'affichage. Mieux, vous exécutez son propos.

Ce que nous exigeons pour les autres — tous les autres —, nous le voulons pour nous. Nous voulons afficher. Nous le ferons. Malgré la pègre giscardienne, malgré votre pratique historiquement autoritaire.

Vous prouvez — monsieur le maire et votre parti — que vous représentez une force d'oppression. Vous parlez au nom d'un prolétariat qui n'a plus le choix pour s'émanciper : vous combattez aussi férocement que le capital, et l'Etat.

Il est possible que nous diffusions ce texte : nous nous emploierons à limiter l'illusion que vous représentez encore au sein du monde ouvrier, afin de conquérir la position de force que notre mouvement a eue avant les années '30.

Nous avons la volonté de construire un outil anarchiste pour la révolution sociale. Celle qui fait peur aux bourgeois et politiciens, politiciens dont vous êtes, monsieur le maire.

Salut, et anarchisme constructif. Secrétariat aux relations extérieures du groupe Libertaire Sevran-Bondy. Approuvé à l'unanimité des militants résidant sur Aulnay.

Communiqué de presse

Mettre des gens en prison, cela ne suffit plus, aujourd'hui, la justice s'en prend au personnel éducateur. P. Pottier et H. Crie seront traduits devant le tribunal de grande instance d'Evry à 13 h 45, le 7 novembre. On leur reproche d'avoir transmis une correspondance entre deux détenus !
SNEPAP-FEN et groupe libertaire de Ris-Orangis



POLOGNE

TOUT RESTE A FAIRE !

La tension monte en Pologne. Bien que depuis les accords de Gdansk le travail ait repris dans la grande majorité des entreprises, l'effervescence ouvrière n'a jamais diminuée depuis cette date. La lutte s'est développée pour que ces accords de Gdansk s'étendent à toute la Pologne, et aussi à toutes les catégories sociales (aux intellectuels, aux étudiants, aux paysans...). Mais, ce sont les échelons inférieurs de l'appareil qui devaient supporter cette pression, car ils s'opposaient de tout leur pouvoir à ces réformes qui limitaient leurs privilèges. Aujourd'hui, c'est avec le gouvernement central que les ouvriers s'affrontent, au sujet du rôle dirigeant du parti. On s'achemine peu à peu vers une confrontation semblable à celle du mois d'août.

Cette crise montre toute l'ambiguïté de ces fameux accords. S'ils sont pris à la lettre, et c'est le point de vue des travailleurs, ils sonnent le glas du système actuel en sapant deux de ses piliers : le monolithisme de la société entièrement contrôlée par l'Etat-parti, et le contrôle des informations par la censure, une presse aux ordres du pouvoir, etc. Si l'accord a été signé et accepté par le parti, c'est qu'à ce moment-là la priorité était la reprise du travail, à n'importe quelle condition. Mais les résistances de plus en plus fortes des hautes sphères dirigeantes à la mise en place et au fonctionnement normal des syndicats libres, montrent que l'instinct de conservation n'est pas un vain mot.

Le parti est d'ailleurs divisé entre la fraction qui veut réellement appliquer les accords, et celle qui est pour une « normalisa-

tion » de l'agitation ouvrière et des syndicats. Cela explique les déclarations en faveur des « changements irréversibles » et le sabotage de la légalisation de « solidarité ». La deuxième fraction d'ailleurs, bénéficie maintenant d'appuis extérieurs non-négligeables, les pays frères (URSS, mais aussi RDA, Tchécoslovaquie, qui craignent la contagion). De toute manière, le coup de force lors de l'enregistrement des statuts du syndicat libre montre la limite qu'il ne faudra pas dépasser : le parti doit garder un contrôle total sur la société.

Les ouvriers, quant à eux, continuent à réclamer l'application sans restriction des accords de Gdansk et l'agitation dans les entreprises reste toujours aussi forte. Ils ne veulent plus entendre parler du rôle dirigeant du parti, et ils durcissent leur position à ce sujet. Ils sont d'ailleurs tout à fait conscients des conséquences possibles de leur attitude. Depuis que la crise a éclaté avec l'enregistrement de statuts modifiés, ils préparent la lutte avec soin. Ils ont lancé une menace de grève générale si les négociations avec les autorités n'aboutissent pas, et ils préparent cette grève.

Dans de nombreuses villes, les comités de fondation de syndicats se sont transformés en comités de grève. A Varsovie, le MKZ a même préparé un plan de résistance en cas de coup de force militaire contre la ville. Comme on le voit, les travailleurs polonais sont décidés à aller jusqu'au bout, et ils sont conscients des conséquences que cela peut avoir.

Cette crise aura montré en fin de compte la contradiction des

syndicats libres. Alors que dès le départ, et les déclarations de Lech Walesa à ce sujet étaient très claires, les syndicats libres ne voulaient pas remettre en cause le système mais seulement défendre les intérêts des ouvriers, on voit à présent que la nature même du système fait qu'il ne peut pas supporter des organisations fortes, indépendantes et représentatives. Les seuls syndicats qu'il peut supporter sont ceux du type « courroie de transmission » qui se sont effondrés depuis deux mois. Pour que les syndicats libres jouent le rôle que leur donnait Walesa, le système doit évoluer et se transformer, ce qui paraît insupportable à certains et risque de devenir un exemple gênant et contagieux. En fait, à l'heure actuelle, les syndicats libres ne peuvent être que radicaux face à l'intransigeance du pouvoir. L'alternative est simple : ou le système évolue et devient plus souple, ce qui apparaît comme de plus en plus improbable, ou les syndicats libres sont légalisés et récupérés (la récupération commence avec les ajouts aux statuts), ou ils deviennent clandestins et illégaux avec toutes les conséquences que cela peut entraîner.

La confrontation ouverte entre les ouvriers et les autorités paraît de plus en plus probable, à court terme ou à moyen terme. Le seul moyen d'éviter cette crise serait que les ouvriers ou les autorités se soumettent, chose impensable dans les deux cas. Tout compromis qui pourra être trouvé ne fera que reculer cette confrontation, mais ne l'évitera pas. Les points de vue sont trop éloignés et l'enjeu est trop grand.

WIEBIERALSKI

A BOULETS NOIRS

Statistiques...

Le chômage augmente. Il y avait en septembre 1 519 000 demandeurs d'emploi, soit plus 10,5% sur août. Cela, en données brutes. Par contre, il n'y avait que 1 446 000 demandeurs, toujours en septembre, soit moins 0,7%, toujours par comparaison avec août. Le chômage aurait donc diminué... en données corrigées !

Toute la question est de savoir, pour le chômeur, s'il est un chômeur brut ou un chômeur corrigé. Nous avons donc interviewé quelques intéressés, mais ils nous ont regardés d'un mauvais œil, alors nous n'avons pas insisté. Des brutes, sûrement, et qui nous auraient corrigés !

En tous les cas, pour le ministre du Travail, il n'y a pas lieu de s'inquiéter. C'est un « phénomène saisonnier habituel », dit-il. Pourtant, il y a belle lurette que les années ont quatre saisons et il n'y a pas toujours eu un million et demi de chômeur. Allez comprendre ! Il est vrai aussi que, selon ma concierge, « à présent, avec tous leurs machins qui volent, y'a plus de saison » ! Ce qui expliquerait nos difficultés. Tout irait peut-être mieux si, à la place du « meilleur économiste », nous

mettions le meilleur météorologue, Albert Simon... !

Bonnet perd la tête...

Moment d'intense émotion, l'autre soir, à Europe 1, quand M. Bonnet, défendant l'honneur et la dignité de la police, déclara : « depuis quinze jours, des milliers de policiers de tous les grades se sont entendus dire, lorsqu'ils rentraient chez eux le soir, par leurs enfants : alors, tu es fasciste ? ».



Quel drame ! De quoi couper le zèle de nos poulets. Si vous rencontrez un flic triste dans la rue, vous saurez ce qu'il se passe. Offrez-lui des fleurs, des bonbons, des chocolats, n'importe quoi, mais de grâce, consolez-le ! Sinon, notre police va devenir neurasthénique. Elle travaillerait du Bonnet en quelque sorte... !

Banalités...

Le Canard enchaîné l'a baptisé Hémucleaire. Il n'a pas volé cette appellation contrôlée, ce Charlot, et il insiste. A l'Assemblée, il vient de protester parce que le budget de la Défense sacrifie « la composante aérienne et maritime » de la force de frappe. « La priorité est donnée aux armes nucléaires tactiques », s'est-il inquiété, et il a ajouté : « n'est-ce pas là une banalisation de l'idée de la guerre ? ».

C'est clair, Henu ne veut pas d'une guerre banale. Il la soutient sans doute originale, sortant de l'ordinaire.

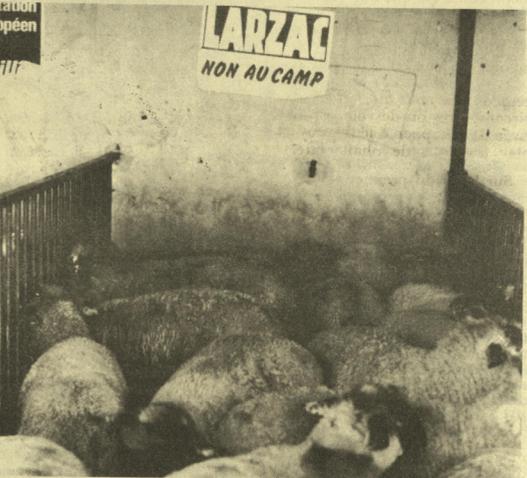
Pour les naïfs, le socialisme c'est du pain et des roses. Pour Henu, c'est faire la bombe. Comme tous les patriotes, il veut bien faire la guerre mais avec la peau des autres. Pas avec la sienne. En tous cas, il ne s'agit pas d'une peau... de banal !

S.B.

OÙ EN EST LE LARZAC

Après le jugement de la Cour de Cassation du 7 mai 1980, les paysans du Larzac ont notifié à l'autorité militaire, le recouvrement de leurs droits de propriétaires. Cette notification contraint le pouvoir à reprendre la procédure juridique sous quatre mois s'il veut poursuivre son projet d'extension du camp militaire du Larzac, de 3 000 hectares à l'heure actuelle à 17 000 hectares.

Eh bien, c'est chose faite ! Le gouvernement, au début de la semaine (le 20 octobre 80), a recommencé l'enquête parcellaire concernant 66 exploitations du Larzac, celles-là mêmes dont la procédure d'expropriation avait été annulée en mai dernier par la Cour de Cassation, pour vice de forme. Cette enquête a débuté à Millau à grand renfort de gardes mobiles et CRS, et bien sûr, les paysans du Larzac étaient présents et ont bloqué pendant deux heures l'accès à la mairie au commissaire-enquêteur chargé de réaliser l'enquête. Les paysans ont annoncé, lors de cette manifestation que « 66 agriculteurs dont les parcelles doivent être acquises par l'armée ne se présenteraient pas devant le commissaire-enquêteur, et que le rapport qui doit être remis à M. Bernard (préfet de l'Aveyron), au terme de la procédure, serait vierge de toute doléances ».



Les paysans ont également demandé que des registres soient ouverts sans une salle de la mairie de Millau, ainsi que dans les huit autres communes concernées par cette enquête, afin que chaque personne puisse y consigner ses doléances. Déjà, à la fin de la première journée d'enquête figureraient, sur ces registres, quelques remarques, alors que celui du commissaire-enquêteur restait vierge. Ces registres seront transmis au préfet de l'Aveyron à la fin de l'enquête parcellaire.

Donc, c'est reparti ! Pourtant, quatre jours avant, le ministère de la Défense avait publié un communiqué appelant à la concertation. Il était dit entre autre : « l'objectif demeure de réaliser un camp militaire utilisable par l'armée tout en maintenant sur place le plus grand nombre possible d'exploitations agricoles et en harmonie avec la vie locale ». Ils sont vraiment très intentionnés ces messieurs du ministère kaki. Personnellement, je ne trouve pas que des gueules casquées puissent être « en harmonie avec la vie locale ». Quant au maintien d'un maximum d'exploitations agricoles, il est vrai que les moutons pourront venir pâturer sur le camp militaire le samedi et le dimanche (proposition tout à fait sérieuse des autorités militaires, il y a quelques temps),

car comme chacun le sait, les moutons, ça ne mange que deux jours par semaine, c'est bien connu !

Comme on peut le voir, le pouvoir joue sur deux tableaux : la concertation et la reprise de la procédure d'expropriation, cette dernière ne servant que de moyen de pression sur les paysans pour activer la concertation. Pourtant, l'extension du camp du Larzac ne fait pas l'unanimité dans les instances kakis. Alors, pourquoi cet acharnement ? Il s'agit en fait de réaliser des opérations de spéculation sur des terres du Larzac au profit de tristes sires, style de la Malène et de Bernis, qui ont fait pression sur le ministre de la Défense pour que la décision d'extension soit prise après qu'ils se soient portés acquéreurs de propriétés sur le Cause du Larzac. Ce qui a permis à de Bernis de réaliser, en l'espace de huit ans, un bénéfice net de 2,72 millions de nouveaux francs en vendant 900 hectares aux Domaines. Ce qui fait la modique somme de 340 000 francs par an ! Opération juteuse, comme on peut le voir.

Dans « notre » belle société libérale avancée, une certaine de paysans ne pèsent pas lourd face à des ordures comme de Bernis afin qu'ils puissent arrondir leurs fins de mois.

Voilà actuellement la situation sur le Larzac. Mais il y a fort à parier que la solution de la concertation sera retenue, aussi bien du côté du pouvoir, des paysans du Larzac, que de tous les élus locaux et organisations professionnelles. Rappelons-nous les déclarations de la suite de la décision de la Cour de Cassation en mai dernier. Avoir lutté dix ans pour en arriver là, c'est-à-dire à marchander des hectares avec l'armée, je trouve ça un peu dur. Mais est-ce bien surprenant ? En effet, jamais durant ces dix années de lutte, n'a été remis en cause le rôle de l'armée, de TOUTES LES ARMÉES, et encore moins de l'Etat, DE TOUTES LES ETATS. Et sans cette remise en cause, la lutte du Larzac était vouée à l'échec, sauf bien sûr pour les politiciens de tous poils en mal de pouvoir. Echec, car l'armée arrivera à ses fins (peut-être avec quelques concessions), c'est-à-dire à l'extension du camp du Larzac, alors que pas un hectare ne devrait servir à l'entraînement de l'armée.

Au Larzac comme ailleurs :

NON A L'ARMÉE SUR LE LARZAC ! NON A TOUTES LES ARMÉES !

Jean-Emile (liaison le Vigan)

SEXUALITÉ, CONTRACEPTION MASCULINE, VASECTOMIE, PATERNITÉ...

Trouverai-je seulement trois compagnons ?

C'est bien connu, les violents, les phallos, les sexistes... ce sont toujours les autres. Soi-même ? moi, toi, lui, nous... on n'est pas fait de ce bois-là ! Certes, de temps à autre, dans la rue ou au boulot, on se laisse aller à déshabiller les filles du regard ; on évalue. Parfois, quand on est un peu en manque, on drague tout « ce » qui passe à portée de notre séduction pour le fourrer sans plus tarder dans notre lit. Nécessité fait loi.

Plus souvent, surtout quand l'alcôol nous a chauffé le cœur, on chante quelques chansons paillasses avec les copains et on rigole à l'énoncé d'histoires de cul, toutes plus lamentables les unes que les autres. Cela étant, faudrait quand même pas en conclure que...

Pour ma part, je ne conclus bien évidemment rien du tout. Constaté me suffit, car à travers tous ces exemples, il est difficile de ne pas penser avec inquiétude qu'au plus profond de nombre d'entre nous, il y a au moins un petit « macho » qui sommeille.

Pour me rassurer, je me dis cependant que si on y réfléchit un instant, tout cela n'a rien d'étonnant. La norme éducative du moment étant ce qu'elle est, tout ou presque nous conditionne et nous prépare à jouer les petits coqs de banlieue. Dans ces conditions, qui sont celles du patriarcat, rares sont, par conséquent, ceux d'entre nous qui, affaire de circonstances ou de volonté, arrivent à échapper à leur pitoyable « destin » de phalocrates.

Sur le vu du premier numéro de leur revue, les gens de l'ARDECOM (1) semblent être de ceux-là. La reproduction chez l'homme, la contraception masculine, le spermogramme, les différentes possibilités de contraception hormonale, les préservatifs, la paternité... tous les sujets abordés dans ce numéro, et surtout la manière dont ils sont abordés, témoignent d'une volonté manifeste d'inclure l'homme dans la problématique de la sexualité. Mieux, avec une honnêteté à laquelle il convient de rendre hommage, ils s'interrogent sur eux-mêmes et exposent au grand jour leurs espoirs, leurs doutes... et leurs contradictions. Un événement donc, que la parution de cette revue ! Un véritable courant d'air frais dans l'atmosphère empuantie de la maleditité ambiante ! Un coup de tonnerre retentissant dans le ciel sans nuage de la bonne conscience phalocratique ! Un cri d'espoir, au bout du compte, pour ceux, et j'en suis, qui pensent que si révolution sexuelle il y a un jour, cela ne pourra résulter que d'une lutte de tous les instants menée de concert par les femmes... et par les hommes !

Une ombre au tableau, toutefois : celle, glacée, d'une solitude dont on aimerait bien être sûr qu'elle n'est pas le fruit pourri de l'utopie. En effet, et c'est une question de fond qu'il serait dramatique d'évacuer par une pirouette ou par l'énoncé de banalités du genre : « l'environnement existant implique que », le fait que les hommes ne soient pas plus nombreux à s'engager sur la voie de la contestation du patriarcat et de la phalocratie pose problème. En d'autres termes : est-ce la société patriarcale qui fait la phalocratie ou bien la phalocratie qui fait la société patriarcale ?

On s'en doute, selon la réponse qui sera apportée à cette question, on pourra alors parer la solitude présente des hommes qui

ont engagé le combat contre la phalocratie de la couleur scintillante de l'espoir, du clair-obscur du dérisoire... ou de l'éclat tragique de l'inutile.

Chéri, n'oublie pas de prendre ta pilule !

Par delà leurs différences — il est moins pire d'être femme en Occident qu'en Iran ou au Sahel —, les sociétés de type patriarcal ont en commun de toujours organiser l'oppression de la femme par l'homme. Sur le plan politique, économique et social, la chose est flagrante. Même quand l'égalité des sexes est proclamée en droit, dans les faits la primauté du mâle étale généralement son arrogance au grand

portement phallo moyen et une volonté, un désir même, de se prendre en charge au niveau de la sexualité en général.

Dans une thèse de médecine sur la vasectomie (2) soutenue récemment, l'étude des motivations des candidats à la stérilisation aboutit à peu près aux mêmes résultats. La caractéristique individuelle de la démarche se trouve par ailleurs accentuée dans ce cas d'espèce, car la vasectomie en France est l'apanage quasi-exclusif des anarchistes.

Au bout du compte, et c'est ce qu'il convient de retenir de tout cela, la prise en charge de sa sexualité par le mâle fait suite à une prise de conscience individuelle que favorisent des groupes

portement phallo moyen et une volonté, un désir même, de se prendre en charge au niveau de la sexualité en général.

Dans une thèse de médecine sur la vasectomie (2) soutenue récemment, l'étude des motivations des candidats à la stérilisation aboutit à peu près aux mêmes résultats. La caractéristique individuelle de la démarche se trouve par ailleurs accentuée dans ce cas d'espèce, car la vasectomie en France est l'apanage quasi-exclusif des anarchistes.

Au bout du compte, et c'est ce qu'il convient de retenir de tout cela, la prise en charge de sa sexualité par le mâle fait suite à une prise de conscience individuelle que favorisent des groupes

portement phallo moyen et une volonté, un désir même, de se prendre en charge au niveau de la sexualité en général.

portement phallo moyen et une volonté, un désir même, de se prendre en charge au niveau de la sexualité en général.

portement phallo moyen et une volonté, un désir même, de se prendre en charge au niveau de la sexualité en général.

portement phallo moyen et une volonté, un désir même, de se prendre en charge au niveau de la sexualité en général.

portement phallo moyen et une volonté, un désir même, de se prendre en charge au niveau de la sexualité en général.

portement phallo moyen et une volonté, un désir même, de se prendre en charge au niveau de la sexualité en général.

portement phallo moyen et une volonté, un désir même, de se prendre en charge au niveau de la sexualité en général.



jour. Je ne m'y étendrai donc pas. Au niveau de la vie quotidienne et, entre autres, de la sexualité, les choses sont en revanche beaucoup moins claires. L'oppression patriarcale, qui prend ici le visage bouleversant de l'humiliation, a en effet été tellement INTÉRIORISÉE par les femmes, que nombre d'entre elles vivent leur état de sujétion comme étant de l'ordre du normal, voire de l'inné. C'est avec encore beaucoup de timidité que des voix s'élèvent pour dénoncer l'enfermement de la femme dans le goulag des contraintes ménagères, sa « vocation » à torcher le cul des mâles, à jouer les « objets sexuels » pour repos du guerrier, à assumer tout le poids de la contraception... Là se situe pourtant le nœud du problème, car toute tentative de libération ne prenant pas en compte ce quotidien dramatique à bien des égards, est vouée irrémédiablement à l'échec.

De ce point de vue, la démarche entreprise par les hommes de l'ARDECOM est particulièrement importante. En exprimant leur volonté d'assumer la contraception au même titre que les femmes, en menant une réflexion critique sur la paternité, en s'affirmant comme partie prenante de l'entretien et de l'éducation des enfants, en réfléchissant sur les rapports de l'homme à l'enfant, ils contribuent incontestablement à démythifier les différents rôles et « vocations » dans lesquels sont enfermées les femmes. Bien entendu, cette démythification concerne également l'homme et sa soi-disant non-vo-

été amené à prendre la pilule, un autre s'interroge sur la paternité, sur ce qu'elle implique, soutient et signifie, un autre réfléchit à haute voix sur ses rapports à l'enfant. Au bout du compte, cette revue nous éclaire sur le profil psychologique général des hommes qui sur ce plan-là ont rompu avec la maleditité ambiante.

Qu'est-ce qui fait courir les mâles non phalocrates ?

« Des hommes ayant participé à des « groupes d'hommes » remettant en cause le rôle du mec, les comportements virils, sont réunis pour parler des choses les plus intimes qui nous touchent, en dehors des rivalités habituelles. Nous avons parlé et réfléchi sur notre sexualité, la paternité, le rapport que nous avons avec les enfants : ceux dont on est le père biologique, ceux avec lesquels on vit, ceux qu'on voudrait avoir, ceux qu'on imagine et, pour certains, le refus d'être père. Sans abandonner l'idée d'un groupe de parole, nous avons voulu faire plus : pourquoi, si nous ne désirons pas d'enfant, ne pas l'assumer complètement ? Pourquoi accepter comme une fatalité l'absence d'une contraception masculine en dehors des méthodes vécues par nous comme des négations du plaisir (capote, retrait) ? Alors a commencé une longue quête ».

On le voit, la démarche des hommes de l'ARDECOM tourne essentiellement autour de deux axes : une prise de conscience de la misère véhiculée par le com-

de parole ou d'action. Rien à voir donc avec la lame de fond qui sous-tend le mouvement des femmes revendiquant le droit à l'avortement.

La prise en charge de sa propre sexualité par l'homme, et, d'une manière générale, le refus de se couler dans le moule phalocratique dominant, correspondent davantage à un souci de mettre sa vie en accord avec ses idées qu'à un DÉSIR SOCIAL.

Révolution sexuelle et révolution sociale

De ce qui précède, on pourrait à première vue conclure que la solitude présente des hommes qui ont engagé le combat contre la phalocratie est irrémédiable. Certaines féministes le pensent et regardent avec condescendance quand ce n'est pas avec mépris les efforts pathétiques des mâles en rupture de maleditité. Pour elles, l'homme est, par définition, un phalocrate, et la société patriarcale n'est que la conséquence logique de cette donnée « biologique ». En conséquence, seule la lutte des femmes permettra d'arracher la libération de la femme. L'homme est et restera toujours l'ennemi de la femme.

Les « progressistes » de ce pays, quant à eux, influencés peu ou prou par le marxisme, ne se laissent bien entendu pas aller à de tels excès. Pour eux, le comportement phallo des hommes n'est que la conséquence d'une société patriarcale, elle-même engendrée par le capitalisme. En conséquence, pour changer l'homme, il faut D'ABORD changer la so-

Cela étant, il ne s'agit bien entendu pas pour autant d'attendre la Révolution avec un grand R pour commencer à modifier nos comportements. C'est sûr que dans le cadre social actuel, le combat des hommes contre la phalocratie n'est pas appelé à connaître le succès. Néanmoins, et c'est l'originalité profonde de l'analyse anarchiste de l'aliénation et de la révolution, l'oppression que nos subissons est une TOTALITÉ qui doit être combattue comme telle. En clair, si changement (révolution) il y a un jour, celui-ci ne pourra résulter que d'une lutte globale contre la totalité de l'aliénation secrétée par le système dominant.

En conséquence, aucun secteur de lutte ne doit être négligé ou, ce qui revient au même, privilégié. La lutte des hommes contre la phalocratie fait partie intégrante de la lutte des femmes pour leur émancipation. Les deux luttes font partie intégrante d'une révolution sexuelle, et cette révolution sexuelle fait partie intégrante de la révolution sociale. Hors de cette voie, point de salut. Alors, comme disait Tachan, « trouverai-je seulement trois compagnons ? ». Je le pense, et en tout cas l'avenir de la révolution, de notre révolution à tous et à toutes, en dépend

Jean-Marc RAYNAUD

(1) Association pour la Recherche et le Développement de la Contraception Masculine : 9, rue Albert-Thuret, 94150 Chevilly-Larue.
(2) « La Vasectomie de Conscience » par Alain Kersauz, Rennes, 1976, et « Aspects culturels et psychiatriques de la Vasectomie de Conscience », mémoire pour le certificat d'études spéciales de psychiatrie, par le même auteur, Rennes, 1979.
(3) Voir Marshall Sahlins : « Critique de la socio-biologie », édition Gallimard.



informations internationales



GORLEBEN ou le combat pour la vie

Comment tout a commencé
Gorleben, c'est cette petite ville en Allemagne fédérale dans le Land de Basse Saxe, dont le ministre-président Albrecht, a fait connaître publiquement, fin février 1977, l'intention des autorités de construire à Gorleben une usine de retraitement des déchets radioactifs. A l'annonce de cette décision, une résistance de plus en plus vive s'est opposée au Commissariat à l'Énergie atomique allemand (NEZ). Des manifestations pacifiques se sont déroulées sur le futur emplacement de l'usine. La première, en mars 1977, a réuni 15 000 personnes et n'a pas été prise au sérieux. Des journées d'action sur tout le territoire ouest-allemand ont fait suite aux manifestations. Malgré toutes ces formes de protestation, le gouvernement fédéral et le ministre de l'Intérieur de l'époque donnent l'autorisation à l'Institut de Physique et de Technologie (PTB) d'acquiescer le terrain nécessaire.

Été 1977 : le premier camp d'été se tient à Gorleben. Les participants aident aux moissons, soutiennent les comités de citoyens (Bürgerinitiative) dans leurs démarches auprès des autorités, et essaient de concilier les avis contraires entre les habitants et les antinucléaires venus d'autres régions. Les opinions, quant à la tactique à adopter, divergent. Alors que les comités de citoyens et les paysans veulent empêcher les sondages du terrain par des voies légales, les ennemis de l'énergie nucléaire, vivant dans les grandes villes, sont prêts à mener des actions plus étendues. Entre temps, la lutte continue. Fin 1977, on autorise le premier forage horizontal. Le centre de retraitement de Gorleben représente le point central du programme nucléaire du gouvernement fédéral. C'est pourquoi la résistance se concentre toujours davantage sur Gorleben. Dans tout le pays jaillissent des groupes d'action et des cercles d'amis. Une première journée d'action coordonnée est faite le 30 juin 1978 sur le territoire fédéral et à Berlin-Ouest : fête populaire à Luchon (près de Gorleben), boycott des factures d'électricité à Göttingen, occupation des centrales électriques à Hambourg, et de l'Institut Hahn-Meitner à Berlin. En juillet 78, deuxième camp international d'été.

En automne, le PTB demande l'autorisation de faire des recherches jusqu'à 250 mètres de profondeur sur le terrain des mines de sel. S'ensuivent les deuxième et troisième journées d'action nationale, en décembre et janvier, avec la devise « Gorleben est partout ».

Par la suite, on apprend que les forages en profondeur devront être protégés par des fortifications importantes et que la sécurité devra être de meilleure qualité que celle rencontrée dans les centrales actuelles (sic).

En mars 1979, premier test de résistance du terrain. Mille cinq cents policiers (police normale et police des frontières) protègent l'opération contre une centaine de manifestants. Les rues sont bloquées et 79 manifestants emprisonnés temporairement. Les antinucléaires décident alors d'aller porter leur révolte à Hannover. Un immense train de tracteurs, de vélos, de machines agricoles, d'hommes et de femmes (3 000 au départ, 100 000 à l'arrivée), avancent sur la ville aux cris de « Albrecht, nous voilà ! ».

En mai 79, ce même Albrecht, dans un discours au parlement régional, déclare qu'« il n'était plus question de construire une usine de retraitement à Gorleben, mais qu'on établissait un centre de stockage de déchets dans les mines de sel ». En septembre, on commence à sonder les mines, et les antinucléaires forment barrage sur barrage. En octobre, ils vont porter leurs protestations à Bonn où on feint de les ignorer.

Puis, janvier 80. On installe la plateforme de forage 1002 sous la protection passive de la police de Gorleben et malgré les protestations et les barrages. Il fallait agir. Les ennemis du nucléaire décident d'occuper les lieux. Le 3 mai

1980, ils s'installent pacifiquement sur l'emplacement de la future plate-forme de forage 1004 et fondent la République libre du Wendland (pays du changement).

La République libre du Wendland.
La République libre du Wendland, c'est avant tout le « village antinucléaire » de Gorleben, ce village qui tiendra exactement 33 jours avant d'être complètement rasé par les forces de l'ordre.

Pendant ces quatre semaines et demie, la vie, les discussions, le travail, se sont organisés sur le « terrain occupé ». Les gens ont mis sur pied leur propre infrastructure en construisant des maisons, des cabanes, des toits d'observation, une cuisine, un poulailler, des parterres de fleurs. Ils ont édifié une « maison de l'amitié » qu'ils ont inaugurée par une grande fête (représentation théâtrale, soupe aux pommes de terre et bière gratuite). Chacun contribue à sa façon à l'extension du village. On installe un four, un sauna, des douches. Les paysans du coin, solidaires avec les villageois, se chargent de l'approvisionnement en nourriture et en matériaux.



Tout ce remue-ménage est loin d'attirer les sympathies de la CDU. Celle-ci est profondément outrée et qualifie l'occupation du site de « violation grave du droit et de provocation contre l'ordre fondamental démocratique et libéral ».

Entre temps, la République libre prospère et s'épanouit. Elle est desservie régulièrement par les services postaux allemands. Pour maintenir les échanges, un comité de discussion a été créé. Chaque groupe d'affinité y délègue un représentant. Il y a quelques frictions quant à la conception des groupes dans le village. Cependant tous savent très bien que le site ne pourra être occupé indéfiniment. Là encore, des conflits apparaissent : les uns veulent construire des barricades et des tours pour mieux résister à « l'envahisseur », les autres — c'est-à-dire la majorité — sont partisans d'une résistance non-violente.

Quinze jours après l'occupation du site, Radio « Wendland libre » diffuse sa première émission, à la grande contrariété des garants du droit et de l'ordre en RFA. Parallèlement, les villageois éditent leur propre journal. Trois cents à cinq cents personnes vivent en permanence sur place. Le week-end, des milliers de personnes affluent au village. De nouveaux occupants arrivent, d'autres partent. Des milliers de visiteurs entrent dans les huttes et les maisons. Les autorités, quant à elles, refusent d'entendre la délégation de huit personnes venues à Bonn pour expliquer les raisons de l'occupation. Mais les responsables locaux continuent de crier au scandale et exigent l'évacuation des lieux.

Et puis, on apprend, à Gorleben, de source très officielle que « d'après les recherches effectuées dans le sous-sol, les mines de sel sont impropres à devenir une poubelle nucléaire ». Cette nouvelle raffermi les occupants dans leur résistance.

Nous voici à la Pentecôte 80. C'est la fête au village. Cinq mille antinucléaires se régalaient du programme culturel allant de Tchaikowski à Walter Mobmann en passant par du théâtre, des groupes de musiciens, des films, des artistes venus nombreux. Mais la menace de l'évacuation imminente continue de planer sur le village. Les discussions s'animent. Que faire quand ILS viendront ? On commence par construire des tours de défense. Les villageois se préparent

à accueillir les flics au son de leur chant : « nous ne voulons pas de policiers, nous ne voulons pas de la violence de l'État, hé filic, laisse tomber ta matraque ! ».

Le flux des visiteurs se maintient. Une classe de l'école primaire se sent parfaitement à l'aise dans le « repère des bandits ». Quelques 200 délégués du congrès des Jusos se rendent également au village. Le premier ultimatum lancé par le ministre régional de l'Intérieur, Möcklinghoff, reste sans effet. Enfin, début juin 80, les premières troupes marchent sur Gorleben. On sait que l'évacuation ne saurait plus tarder. Le 4 juin, commence le déblayage. Plus de 2000 occupants attendent les troupes d'un pied ferme. Partout dans le pays, s'organisent des journées d'action, à nouveau sur le thème « Gorleben est partout ».

La fin d'une lutte

Nous voici donc ce fameux 4 juin 1980. Des dispositions ont été prises la veille pour accueillir les forces de police. Les enfants ont quitté le village. Dans la nuit du 3 au 4, les policiers dressent des barrages routiers dans tout le district. On ne peut plus circuler. Cela rappelle Kalkar... Au matin, à 5 heures, c'est la charge. Deux mille cinq cents à 3 000 personnes attendent avec calme. Radio Wendland libre commence son émission. Jusqu'au soir, les habitants des environs reçoivent les informations en direct. Les flics somment une première fois les occupants de quitter les lieux. Des sifflements recouvrent leurs appels. Puis ils entourent le terrain de fil de fer barbelé. Les forces déployées sont énormes : des centaines de cars de CRS, des chiens, des cavaliers, des lance-eaux, des voitures blindées et même une unité de MEK (commandos spéciaux d'intervention).

Les villageois se sont noircis le visage. C'est une tactique utilisée en temps de guerre pour ne pas être reconnu par l'ennemi. A Gorleben, c'est pour ne pas se faire repérer plus tard sur les photos. Des hélicoptères survolent le village. On lâche des nuées de ballons multicolores. Pourtant, la peur gagne du terrain parmi les résistants. Un petit nombre quitte la place craignant d'être arrêté et fiché. Les policiers insistent et intimement aux villageois l'ordre de débarrasser les lieux en leur relisant les textes des lois qu'ils enfreignent : code de la construction, code forestier, etc. Les menaces restent sans réponse. Alors, les bulldozers commencent à démolir les cabanes et les maisons. Ça fait très mal, très mal ! Les villageois résistent aux provocations et continuent de chanter. A 11 heures, dernier délai : « vous avez encore cinq minutes pour quitter les lieux ». A 11 h 04, c'est le déblayage complet, c'est l'évacuation tout personnelle, dans les milieux pro-nucléaires et officiels, ne voulait endosser la responsabilité. Peu de jours auparavant, le ministre de l'Intérieur du Land de Basse Saxe, Möcklinghoff, déclarait que ni lui, ni le PTB donnerait l'ordre de faire place nette, que seul le ministre fédéral de l'Intérieur, Baum, en serait responsable.

Les flics font leur sale boulot. Ils mitraquent aveuglément tout ce qu'ils rencontrent. Etat policier par excellence. On ne leur oppose aucune résistance. Pas de pavé, pas de coup rendu. Les villageois sont emmenés de force comme du bétail dans un enclos de fil de fer barbelé. Beaucoup d'entre eux pleurent. Les forces de l'ordre s'acharnent particulièrement contre les derniers bastions, et les derniers résistants sont traités de façon particulièrement brutale. (L'un d'entre eux a dû être hospitalisé pour commotion cérébrale).

A 20 heures, tout est terminé. Il ne reste plus rien de l'ancienne République libre du Wendland. Des murs et des fils de fer barbelés se dressent maintenant sur l'espace d'une poignée de gens convaincus qu'ils ont malgré tout gagné une lutte et qui savent que le combat contre la mafia atomique continuera, ici ou ailleurs.

JOURNÉES DE DÉBATS DE GROUPES ANTINUCLÉAIRES

Les 13 et 14 septembre 1980, dans la Sierra madrilène de Guadarrama, se tint une rencontre, afin de débattre des différentes positions idéologiques du mouvement antinucléaire. Étaient présents les groupes et collectifs d'Euskadi, Catalogne, Valence, Salamanque, Murcie, Palence, Navarre, Madrid, Extramadure et Cordoue. Cette réunion n'en fut qu'une parmi toutes celles qui regroupent périodiquement la majeure partie des groupes écologistes d'Espagne, à la recherche d'affinités et de positions communes sur les stratégies et idéologies, face au terrorisme énergétique du patronat — Etat de consommation et de bénéfices.

A l'ordre du jour figuraient l'histoire du mouvement antinucléaire; projets et débats idéologiques; alternatives et expériences de lutte. Avec l'espoir que les conclusions qui apparaîtraient ne seraient pas définitives, et que les débats continueraient dans le futur. Les propositions et alternatives qui furent développées sont énumérées ci-dessous :

- opposition à type « d'écologie » conservateur qui, en utilisant de nouvelles méthodes énergétiques, sert seulement de « pièce de rechange » que le système réclame pour sa continuité. Il se manifesta un NON catégorique quant à l'utilisation d'une énergie solaire de façon autoritaire et centralisée de la part de ceux qui nous imposent le nucléaire, c'est-à-dire les Etats, les multinationales énergétiques;
- globaliser le problème antinucléaire à toute la société, pour une généralisation des choix éco-

logistes. Par conséquent, on intercéda en faveur de plus grandes relations avec le mouvement ouvrier. On considéra que le mouvement antinucléaire n'était pas un secteur ou un problème parcellaire, mais une composante de l'écologie, compris dans tout un système et une problématique sociale;

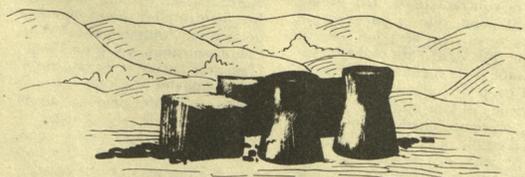
- quant à la participation aux élections institutionnalisées du mouvement écologiste, il fut répondu un refus total;

- opposition totale aussi pour une utilisation ou manipulation du mouvement écologiste par une organisation ou un parti politique;

- il y eut une discussion par rapport aux moyens de lutte que les organisation écologistes pratiquent. Certains défendirent une position de refus quant à la participation ou collaboration avec les organismes institutionnalisés, et d'autres considèrent que dans des occasions déterminées, cela pouvait être fructueux pour une prise de conscience du problème écologique;

- les perspectives futures fixèrent un travail allant dans le sens d'une plus grande potentialisation et généralisation du problème et de la lutte antinucléaire. Avec le désir que cela provienne plus ou moins des groupes écologistes.

Cela fut à peu près tout. Nous espérons que ces rencontres se répèteront avec plus de fréquence et qu'à l'avenir il y ait plus de groupes présents. Car il est temps que l'opposition antinucléaire cesse d'être un témoignage pour devenir un mouvement total où nous, travailleurs, nous avons beaucoup de choses à dire et à faire.



programme nucléaire espagnol

Centrales nucléaires en fonctionnement :

- Zorita (Guadalajara). Puissance : 106 mégawatts (1968);
- Garona (Burgos). Puissance : 460 mégawatts (1968);
- Vandellos (Tarragona). Puissance : 500 mégawatts (1972);

Centrales nucléaires en construction avec autorisation définitive :

- Almaraz I, Almaraz II (Caceres), Lemoniz I, Lemoniz II (Vizcaya), Asco I, Asco II (Tarragona) et Cofrentes à Valence. Puissance totale : 6 550 mégawatts.

Centrales nucléaires avec autorisation à venir :

- Vandellos II, Vandellos III (Tarragona);
- Valdecabrellos I, Valdecabrellos II (Badajos);
- Trillo I, Trillo II (Guadalajara);
- Sayago (Zamora);
- Xove (Lugo). Puissance totale : 7 914 mégawatts.

En plus, à tout cela, viennent s'ajouter encore d'autres projets de centrales nucléaires. On pense que d'ici la fin de l'année 80, l'Espagne comptera environ trente centrales nucléaires. Texte tiré de CNT n° 40, Époque IV, Octobre.

C'

livre
qui m
plum
balar
colère
petit
chete
rempeNo
te, da
cer, n
teur,
vieillePar q
de? T
lomie
toriqueSac
de sol'époq
de la
si faci
marqulorsqu
tres as
mouveporte
Un exla révo
de la
avec qgens a
tres...
la FAIautorit
un anales bou
la révo
nait mmis à
et bomfacile q
discuss
terminagalent,
nent poavec le
égalementsa tacti
serve, u
blicamplemém
espagno
pliste :Quant à
autogeste
rédies mpression
monnaie
l'autogestdans l'im
Les obse
tèrent l'des idées
autreme
lectuels

Ren

Ren
bien qu
dividuaavec tex
réservéde la vi
Pourfrançais
révolutionréflexion
les trav
encore :« Où
dérange
à-vous d
comme
pavés, d
quand m
au nez
Pauvre



Note
de
lecture

VIVE L'ANARCHIE de Cassagnau

C'est tout à fait par hasard que je suis tombé sur ce livre pourtant prometteur mais qui me fera hésiter à prendre ma plume pour en parler, mon cœur balançant entre le mépris et la colère. Enfin, espérons que ce petit papier vous dissuadera d'acheter ce torchon; il aura alors rempli son rôle.

Notre cher CASSAGNEAU tente, dans son livre, de concurrencer, mais avec, hélas pour le lecteur, 250 pages de plus, cette vieille crapule de Duclos et ses « anarchistes d'aujourd'hui ». Par quel bout prendre cette merde? Tout ce livre n'est que calomnies, erreurs, falsifications historiques.

Sachez déjà que plus du tiers de son bouquin est réservé à l'époque du terrorisme anarchiste de la fin du siècle dernier! C'est si facile, pensez donc, et surtout marquant pour les esprits! Mais lorsqu'il tente de s'attacher à d'autres aspects de l'histoire de notre mouvement, c'est pour dire n'importe quoi et falsifier la vérité. Un exemple parmi beaucoup : la révolution espagnole. A propos de la FAI : il fallait entendre avec quel effroi la plupart des gens articulèrent ces simples lettres... ; les groupes anarchistes de la FAI exprimaient un anarchisme autoritaire, basé sur la force, un anarchisme nihiliste dévorant les bourgeois, mais dévorant aussi la révolution... ; l'ombre convenait mieux à la FAI, le danger mis à part, poignard, pistolet et bombe sont d'un emploi plus facile que les armes de la libre discussion. Dans les palabres interminables dont les foules se régalaient, les anarchistes ne prenaient pas une place en rapport avec leur force. On y apprend également que la CNT, fidèle à sa tactique, veut, non sans réserve, vivre avec le régime républicain (!). Et encore : l'idéal pleinement réalisé de l'anarchisme espagnol est simple, sinon simple : c'est un idéal militaire.

Quant à la formidable expérience autogestionnaire que nos camarades mirent en œuvre : la suppression de la propriété, de la monnaie, la mise en pratique de l'autogestion étaient proclamées, dans l'improvisation, le désordre. Les observateurs étrangers constatarent l'échec complet des grandes idées. Il ne pouvait en être autrement. Seuls quelques intellectuels anarchistes français, cir-

culant en Catalogne, virent avec enthousiasme, parmi les ruines des églises et les paysans désespérés, les signes prometteurs des jours nouveaux. Ce surréalisme sinistre les réjouit fort sur le moment, mais ils déchantèrent assez vite.

Deux titres de bouquins pour ce cher Cassagnau, en passant, pour l'informer sur la révolution espagnole, et plus précisément sur l'expérience autogestionnaire espagnole : « Espagne libertaire » de G. Leval et « L'Autogestion dans l'Espagne révolutionnaire » de F. Mintz.

M'enfin, les vrais anarchistes demeurent les enfants perdus d'un monde qui n'est pas le leur et le sort de l'anarchisme est, au fond, celui de tous les totalitarismes, il lui faut sans cesse aller plus avant pour se prouver qu'il existe. Bon, voilà! Oui ça fait drôle!

Quelques autres citations également, glanées ici et là, une pincée à linge sous le nez : c'est de Russie que vient l'anarchisme et son superlatif le nihilisme... ; la fixation au 1^{er} Mai de la fête du travail n'est pas liée aux dramatiques journées de mai 1886 à Chicago; il y a anarchisme quand il y a désir de briser des lois, des traditions, en d'autres termes, de casser des cadres ou des barreaux, et quand il n'y a pas, en regard, offre précise d'une discipline de remplacement.

A propos de « Lutte ouvrière » : ce sont des adeptes du mouvement socialiste anarchisant qui a ses précédents historiques, que les communistes appellent gauchisme... Pas plus qu'hier, l'anarchisme ne sera réalisé sur le terrain politique, mais il pourra davantage pénétrer les esprits vacillants.

Quant aux organisations anarchistes : jamais une organisation anarchiste ne prit corps, à la singulière exception de l'anarchisme espagnol.

Rien à rajouter après un tel flot de boue, sinon une adresse, cher monsieur Cassagnau, la librairie Publico, 3, rue Ternaux, où vous trouverez un certain nombre d'ouvrages relatifs à un mouvement dont vous n'avez jamais entendu parler et qui, j'en suis certain, vous passionnera : l'anarchisme.

LOUIS
(groupe E. Reclus d'Angers)

Renaud : Une graine d'ananas

Renaud est un chanteur qui ne cache pas ses sympathies pour l'anarchisme, bien qu'il refuse d'adhérer au monde des militants acharnés, comme par individuisme. Un brin provocateur. Ses refrains, en argot, parlent de la rue, avec révolte et tendresse. Rien à voir avec une atmosphère de cartes postales, ses textes sont violents et sortent tout droit du quotidien. Il décrit l'univers des déviants et des paumés, oubliés dans la jungle des cités grises. C'est un fils de la ville.

Pour beaucoup, il reste un gêneur, et en particulier pour le parti communiste français qui, au travers de deux articles publiés il y a quelques mois dans *Révolution et Avant-Garde*, le met violemment en cause, avec de savoureuses réflexions du style : « Renaud qui, dans la vie comme dans ses textes, insulte les travailleurs, leurs luttes, leurs organisations, leurs responsables... ». Et encore : « adieu Renaud, nous n'étions pas du même camp ». Trop, c'est trop !

« Où est-ce que j'ai mis mon Flingue ? », c'est surtout cette chanson qui dérange le parti. Il faut dire qu'au PC, on aime bien les gens soumis et au garde-à-vous devant l'Autorité. Et comme c'est pas du genre de Renaud : « A Longwy comme à Saint-Lazare, plus de slogans face aux flicards, mais des fusils, des pavés, des grenades ! Gueuler contre la répression en défilant Bastille-Nation, quand mes frangins sont en prison, ça donne une bonne conscience aux cons, au nez d'Boeux, et aux pouce-mégots qui foutent ma révolte au tombeau ». Pauvre « militants du bonheur ». Les temps sont difficiles !

Arthur PELUCRE



Cinéma

SHINING de Stanley Kubrick

Le nouveau film de Stanley Kubrick vient de sortir sur les écrans parisiens. On l'attendait avec impatience en se demandant ce que le « maître » du cinéma nous réservait.

A la vue de « Shining », certains esprits chagrins regretteront le Kubrick des « Sentiers de la Gloire », de « 2001 l'Odyssée de l'Espace », d'« Orange mécanique ». En effet le cinéaste a choisi de nous faire peur, mais à sa manière, ce qui veut dire que les amateurs de grands guignols seront déçus, mais les sensations fortes garanties. Dès les premières images, l'ambiance est donnée; une version improvisée de la Symphonie fantastique de Berlioz sert au générique du film, pendant que devant nos yeux une voiture file à toute allure à travers les montagnes.

Le décor est vite planté; un écrivain trouve une place comme gardien dans un grand hôtel vide et isolé dans les plus hautes montagnes. Il devra y séjourner tout l'hiver avec sa femme et son fils. Ce dernier possède l'extraordinaire don du « Shining », qui est de voir dans le passé et de lire dans la pensée des autres. Il découvre ainsi l'horreur qui s'est passée un an plus tôt.

L'histoire nous fera penser à un autre film, « Amity Ville » (« La Maison du Diable »), mais il n'y a guère de rapport, car ici Kubrick a choisi la difficulté; à aucun moment il ne fait usage de scènes de boucharie, comme c'est souvent le cas dans ce genre de film. Et si parfois il y fait allusion, c'est pour s'en détourner aussitôt. On peut même dire qu'il joue avec le suspens, stéréotype du genre, en l'effleurant simplement, pour placer l'angoisse ailleurs.

« Shining » est donc un film de terreur pas comme les autres; dès le début la mise en scène crée une ambiance, bizarre, malsaine, avec une musique omniprésente, faite d'aigus, de graves et de percussions parfaitement synchronisés avec les scènes. La violence qui y règne est donc principalement psychologique, mais d'une redoutable efficacité.

Dès le début Kubrick nous impose un regard sur le lieu en lui donnant une importance capitale. L'hôtel n'est pas vieux et sale, mais moderne et très grand. C'est cet espace qui caractérise l'isolement dans laquelle se trouvent les trois personnages, qui peu à peu vont subir l'ambiance et en devenir victimes. Nous évoluons ainsi progressivement dans le fantastique.

Les acteurs donnent aussi une dimension importante au film, Jack Nicholson est inoubliable, il est peut-être même meilleur que dans « Vol au-dessus d'un nid de coucou ». Kubrick le fait jouer avec la même démenée qu'il l'avait fait pour Malcolm Mac Dowell dans « Orange mécanique ». Quant à Shelley Duvall, elle est également très forte, on oublierait pas ses regards horrifiés, ni la peur qu'elle nous communique pendant tout le film.

« Shining » est donc très bien joué et extrêmement travaillé avec un souci du détail, de l'intelligence et de la perfection toujours présents chez Kubrick qui là, comme dans ses précédents films, prouve qu'il est, à ma connaissance, l'un des meilleurs cinéastes.

Maxence Rousseau

Communiqué

« Calibre 33 is it art ? » (association loi 1901, qui regroupe des artistes de tendances différentes, mais aussi des individus non engagés directement dans une pratique artistique) expose des œuvres de : D. Angel, D. Farioli, J.-P. Lombard, G. Martin, G. Pédielli, Serge III, D. Tordjam, à la librairie-galerie « Alineas », 4, rue Charles-Poncy à Toulon, jusqu'au 15 novembre.

Espagne 36

Texte du montage-audiovisuel
« Espagne 36 »

réalisé par la Jeunesse CNT Paris

En vente à Publico : 5 F

L'album-souvenir de Buenaventura Durruti (1896-1936)

Textes : Yves Frémion

Illustrations : G. Kénia et Volny



1932: Insurrection de Llobregat, 5 jours d'Autogestion, troupe contre insurgés. Arrêt avec Agaso, bannissement en Afrique.

11 et 12: Sur le balcon, le 17c fusillade échevillée. Araso se révolte - la Motinero est arrêtée, mais on finit le voyage à l'air pur.



"T'ES DINGE, LÂCHE, SI TU NE ME TUES PAS MAINTENANT, JE TE RETROUVERAI AU CHÂLIS D'UNE RUE ET JE T'AGRIS D'UNE UN OREILL!"



"ALLEZ, NOUS SOMMES DÉSAIRÉS, MAIS VOUS VERREZ LES RÉACTIONS DE ESPAGNE ET VOUS AVOZ DES CENDEDES!"

13: Solidaridad Obrera d'ici - Le Matériel est venu aux échelles. Araso emporte le tout pour un bon pain.



"30 PESETAS!"

"ADOO PESETAS!... EHM, NON... RIEN..."



14: Organise une caravane de camions pour évacuer les enfants gravement blessés par les sauterelles dans l'Espagne.

ENCRE éditeur

Bande dessinée extraite du livre « Les Orgasmes de l'histoire de Frémion et Volny. »

En vente à Publico : 85 F

à suivre

SATIRE... ET MARQUE !

A la Gaîté-Montparnasse (26, rue de la Gaîté, Paris 14^e, tél : 533-42-21), l'équipe du Splendid se défonce encore avec *Le Père Noël est une ordure*. On y raille, on y pourfend, on y fustige, on y stigmatise, bref, on ironise ! La cible ? Les samaritains; ceux, plus précisément, qui hantent les « SOS-Récupération », les « SVP-Racolage » et autres « le-désespoir-on-en-fait-notre-affaire ». Cathos trompe-couillons ou trompe-misère, les valeureux recruteurs pour la gérance des âmes moribondes, qui donnent « dans l'social », quoi !...

Figurez-vous une soirée de Noël dans un de ces locaux où l'on guette le drame comme les pompes funèbres la mort, le tout au travers d'une lunette « réisrienne », et vous voilà au fait du sujet et de l'esprit du spectacle. Attention ! Si l'on y rit et savoure la pertinence des tableaux, cela, parfois, en devient grinçant — c'est un compliment —, car réaliste.

D'un bout à l'autre de sa création, le collectif réussit le tour de force d'animer pour nous, non pas des caricatures, mais plus souvent des archétypes, et de naviguer ainsi savamment

de la réalité à la farce, au gré de l'humour et de ses armes au café-théâtre : l'absurde, l'énormité, la gouaille, la mimique...

LE PÈRE NOËL EST UNE ORDURE



Tout y passe et trépassé : les refoulés en mal d'animation et les flipps vampiriques, les pathétiques qui débordent et les enchaînés volontaires, la revue est corrigée, sévèrement, le tout balayé dans la dérision la plus alerte et le jeu le mieux élaboré. Parole ! dans la salle, on en bave, de tant rire.

Jusqu'au 11 janvier, à 20 h 15, matinée les dimanches à 16 h 30, relâche dimanche et lundi soirs.

Gérard Caramaro

Le retour en force de la guillotine

NI RIRE NI PLEURER... MAIS COMPRENDRE!

Après s'être abstenue pendant 17 ans, la Cour d'assises de Paris vient de nouveau de prononcer une peine capitale. Philippe Maurice, 24 ans, détenu en cavale et meurtrier d'un policier, fait les frais de ce retour aux sources. Plus grave, tout semble même indiquer qu'il en fera les frais jusqu'au bout. En effet, vu l'ambiance créée ces jours-ci par une police réclamant vengeance à cor et à cri, et par un sinistre de la justice ne cessant d'hurler à la mort, l'hypothèse d'une grâce présidentielle est carrément à exclure. Philippe Maurice aura donc la tête tranchée !

Réconfort dérisoire, il ne sera pas le seul. Un véritable vent de folie meurtrière souffle en ce moment sur les Cours d'assises. Pensez, trois têtes en dix jours (1) ! La machine judiciaire tourne à plein régime et c'est désormais sans aucune retenue qu'elle éjacule à tous vents une VENGEANCE SOCIALE qu'elle se contentait jusqu'alors de distiller à petites doses. Terminé le temps du bricolage ! Terminé également le temps des promesses où l'on envisageait sois-disant de supprimer la peine de mort dès que les circonstances s'y prêteraient ! L'heure est aujourd'hui à tuer !

Face à cette offensive nauséabonde des coupeurs de têtes, point n'est besoin d'être devin pour annoncer d'ores et déjà que des voix ne vont pas tarder à s'élever pour tenter d'arrêter la boucherie. L'éternel débat entre partisans et adversaires de la peine de mort va donc retrouver une nouvelle jeunesse. Les acteurs sont rôdés. Les spécialistes du tremolo dans la voix et des effets de manche piaffent d'impatience à l'idée de recommencer leur numéro. Détenteurs du monopole du cœur, ils dialoguent poliment avec des fonctionnaires du crime social qui leur expliqueront avec condescendance que, bien sûr, à terme, il faudra arriver à supprimer la peine de mort, mais que pour l'heure, n'est-ce pas, la situation n'est pas mûre. Tout ce petit monde se séparera bien entendu très vite — la peine de mort, y'a pas qu'ça dans la vie — en se félicitant de la qualité du « débat » et en se disant : « à la prochaine fois ». Trois petits tours sur la scène de l'actualité, donc, et une fois de plus, les véritables problèmes soulevés par la peine de mort n'auront pas été posés. Essayons de combler cette lacune !

Inutile, oui... mais également injuste

En général, les humanistes bon teint qui militent, hardi tiens bon, pour la suppression de la peine de mort, mettent en avant l'inutilité flagrante d'une telle sanction. Ils ont entièrement raison, et il faut être d'une mauvaise foi particulièrement répugnante pour oser soutenir le contraire. De tous temps et en tous lieux, la menace de la peine de mort n'a jamais eu la moindre incidence sur ce que l'on appelle les crimes de sang. La meilleure preuve, c'est que dans les pays où la peine de mort a été supprimée, cela ne s'est nullement traduit par une augmentation significative de ce genre de criminalité. C'est ainsi : la peine de mort n'a jamais dissuadé quiconque de tuer pour la bonne raison que neuf fois sur dix, si ce n'est plus, l'acte de tuer est accidentel, consécutive à des circonstances données et, par là même, irréflecti. En tout état de cause, la peine de mort comme sanction suprême est donc lamentablement inutile. Si elle sert à quelque chose, c'est uniquement à satisfaire un désir de vengeance.

Inutile donc, la peine de mort ? Oui, mais elle n'est pas que cela. Elle est également, et ce n'est pas un aspect mineur du problème, fondamentalement injuste. Un seul exemple à l'appui de cette affirmation. Philippe Maurice a été condamné à mort pour avoir tué un policier ; Jean-Luc Rivière et Mohamed Chara, pour avoir tué une femme et sa fillette. Pour justifier la sanction dont ils ont été l'objet, on a dit que ce qu'ils avaient fait constituait « un crime particulièrement odieux ». Comme s'il y avait des crimes qui ne pouvaient pas l'être ! Le CRS de 24 ans qui, la semaine dernière à Marseille a littéralement assassiné un même dont le seul tort était de s'appeler Lahouari Ben Mohamed ne sera pas, quant à lui, condamné à mort. Dans son cas, on justifiera une sanction légère du genre mutation-promotion en

parlant de « bavure ». Pour le patronat qui envoie chaque jour des centaines de travailleurs à la mort en ne respectant pas, pour de sordides questions de profit, les règlements de sécurité, on parlera d'accident du travail. Et on pourrait allonger la liste indéfiniment !

A l'évidence, la peine de mort n'est prononcée qu'à l'encontre de certains meurtriers. Parallèlement à la dénonciation de la peine de mort, il conviendrait donc de s'étonner de l'injustice flagrante d'une peine qui frappe certains et pas d'autres. Cela, les pleureuses professionnelles qui dénoncent l'inutilité de la peine de mort oublient comme par hasard d'en parler. L'injustice et le caractère de classe de la peine de mort leur échappent complètement. Et il n'y a pas que cela !

Les mille et une manières de tuer un être humain

Une autre constante de l'argumentation des opposants à la peine de mort, c'est la recherche éperdue d'une SANCTION de REMPLACEMENT. Quinze ans, vingt ans, trente ans, prison à vie... Les avis divergent, mais le principe reste acquis : celui qui a fauté doit payer, et plus il a fauté, plus il doit payer ! Ignobles salauds !

Jamais vous n'avez envisagé un seul instant l'hypothèse selon laquelle le criminel pouvait n'être que le produit de la société. Jamais vous n'avez envisagé un seul instant que sa soi-disant culpabilité pouvait être tempérée voire entièrement gommée par le déterminisme implacable de l'origine sociale. Jamais vous ne vous êtes posé la question de savoir pourquoi l'écrasante majorité des taulards était issue des milieux sociaux « défavorisés ». La morale bourgeoise dont vous êtes finalement les représentants les moins pourris, mais les représentants tout de même, n'entre pas dans ce genre de considérations. Le délinquant est par essence responsable de ses actes : il doit donc payer pour eux. Et puis, les peines de remplace-

ment que vous proposez — quinze ans, vingt ans, trente ans ou plus, enfermés comme une bête derrière des barreaux —, vous ne pouvez même pas imaginer dans votre bonne conscience d'humanistes bourgeois qu'elles puissent être des remèdes pires que le mal, à bien des égards. Seule l'apparence des choses vous préoccupe. Trancher la tête d'un homme, ça répugne à votre sensibilité : le sang, c'est dégueulasse. Par contre, laisser pourrir des hommes des années durant dans des culs de basse-fosse, ça ne vous choque pas outre mesure : c'est plus propre. Misérables crevures ! Vous n'avez jamais prêté attention aux cris pathétiques de ceux qui sont passés par là et qui ont souvent préféré la mort à la TORTURE d'une désintégration physique et psychique (2).

Non, décidément, nous ne sommes pas sur la même longueur d'ondes. Au bout du compte, votre refus de la peine de mort débouche sur ce qu'il faut bien appeler un réaménagement dérisoire du Vieux Monde. Nous, nous voulons le détruire. En conséquence nous ne nous contentons pas comme vous d'être ABSTRAITEMENT contre la peine de mort : nous sommes concrètement contre toutes les peines de mort. La guillotine, bien sûr, mais également la prison en tant que telle et d'une manière générale tous les enfermements quels qu'ils soient. En 36 en Espagne, et partout où s'est levé un instant l'étendard de la révolution, les anarchistes ont toujours commencé par ouvrir en grand les prisons : nous continuerons.

Vote, connard

Autre chose encore qui échappe, comme de bien entendu, aux gribouilles pleurnichards qui dissertent à qui mieux mieux sur la suppression de la peine de mort : à chaque fois qu'un tel débat s'engage, c'est toujours dans le contexte d'un climat politique et social hanté par le spectre de la crise. En 76-77, trois exécutions capitales sont venues

relancer le débat ; les législatives suivaient et elles étaient redoutées par le pouvoir en place.

Aujourd'hui, comme par hasard, nous nous trouvons à la veille des présidentielles et la situation économique et sociale est du genre à rendre l'électeur agressif. Le rapport ne vous saute-t-il pas aux yeux ? Un débat sur la peine de mort, tel du moins qu'il est pratiqué, mais c'est une aubaine et à tout le moins un attrape-cons de première. Les pourris qui nous gouvernent le savent bien, eux. Quand ça va mal, il faut à toute force détourner l'attention. Dans cette optique, un bon débat sur la peine de mort réduit la question : « est-ce que vous êtes pour ou contre laisser courir dans les rues les massacreurs de vieillards ? », c'est du pain bénit. Le populisme, ce grand sentimental, s'enflamme et se déchire comme pas possible, et pendant ce temps-là, il ne pense pas à autre chose.

Et puis, comme la guillotine est politiquement payante pour remplir les urnes de « bons » bulletins, ça ne mange pas de pain. Qu'on nous comprenne bien, nous n'appelons pas au maintien de la peine de mort ni à repousser un débat sur ce thème sous prétexte de crise économique, et à plus forte raison d'élections. Tout au contraire, nous pensons qu'il faut à toute force AMPLIFIER ce débat. Le maintien dans cet état, c'est-à-dire réduit à la seule question de l'utilité ou de la non-utilité de la peine de mort, c'est à l'évidence faire le jeu du pouvoir en place. Nous ne mangeons pas de ce pain-là. A la limite, on peut même dire qu'il s'agit d'un faux problème. D'une manière ou d'une autre, nous sommes tous des condamnés à mort dans le cadre du système social qui est le nôtre. Seul le mode d'administration de la mort varie. Pour certains, les choses ne traînent pas. C'est le cas de ceux qu'on condamne à avoir la tête tranchée. Pour d'autres, les choses vont, certes, plus lentement mais l'issue est la même. En prison, à l'asile, à l'école, au boulot... On nous tue tout aussi sûrement qu'avec le couperet de la guillotine. L'exploitation et l'humiliation qui régissent notre quotidien contiennent une forme de torture qui est peut-être pire que la mort. C'est ce débat que nous voulons avoir sur la peine de mort, pas celui où on se contente de n'aborder que l'apparence des choses !

Pendant les travaux, le bal continue

Pour se persuader du bien-fondé de notre méfiance à l'égard des faux débats du genre de ceux que suscite habituellement la peine de mort, il suffit tout bêtement d'ouvrir un instant les yeux sur le contexte qui leur permet de voir le jour.

Après l'attentat de la rue Copernic, la police française avait été mise, une fois n'est pas coutume, sur la sellette. On lui re-

prochait entre autres d'être infiltrée par les néo-nazis et à tout le moins de faire preuve d'une certaine complaisance à l'encontre des nazillons d'extrême-droite. A la suite de cette affaire, et ce dans la grande tradition de la police française, survenait la bavure de Marseille. Un jeune CRS abattait un adolescent dont le seul crime était d'être basané. Bref, la filaille était dans la merde et il fallait l'en sortir au plus vite. Aussi, on s'est dépêché d'instruire l'affaire d'un malheureux qui, dans un moment de panique, avait abattu un coyotte.

Une aubaine que ce procès. En deux temps trois mouvements, ça permet d'inverser complètement les rôles. D'accusée, la police se transforme en accusatrice. Avec un bon débat tréqué sur la peine de mort par là-dessus, on peut être tranquille, les cartes resteront brouillées pour encore quelques temps.

Le temps notamment de nous rogner encore un peu plus les derniers espaces de liberté qu'il nous reste. Le projet « Sécurité et Liberté » du sinistre de la justice, Alain Peyrefitte, vous avez entendu parler ! Après la mise en place de l'espace judiciaire européen, il s'agit ni plus ni moins que de reprendre en main une justice que l'on considère, mais oui, trop laxiste. Terminé le temps où l'on parlait de prévention ou de reclassement des anciens détenus : l'heure est à la peur-panique de l'insécurité, et donc à l'exutoire de la vengeance sociale.

Le voilà, le vrai contexte du débat-bidon qui va avoir lieu sur le thème de la peine de mort. Pendant que certains annoncent sur l'utilité ou la non-utilité de la peine capitale, d'autres travaillent dans l'ombre à nous préparer un avenir aux couleurs de la répression. Et ils travaillent vite !

En conséquence, qu'on ne compte pas sur nous pour marcher dans la combine. Si nous nous refusons — et nous nous refuserons toujours — à hurler avec les loups de la vengeance sociale, nous n'avons pas pour autant l'intention de nous contenter de pleurer avec les ânes de l'humanisme bourgeois. Pour nous, l'opposition à la peine de mort va bien au-delà de quelques larmes de crocodiles. Elle signifie l'opposition à toutes les peines de mort — rapides ou lentes — et surtout la mise à bas du système socio-politique qui nous fait tous crever à petit feu !

Hervé-Claude LAPIDAIRE

(1) La Cour d'assises de Saint-Omer venait, dix jours auparavant de condamner à mort Jean-Luc Rivière et Mohamed Chara.

(2) Lire entre autres les livres de Serge Livrozet et celui de Robert Knobelspeiss : « QHS » (en vente à Publico). Lire également le témoignage bouleversant de ce même Knobelspeiss dans la « Quinzaine littéraire » n° 334.

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.